



La BIBLIOTHÈQUE idéale des sciences humaines

- les auteurs
- les œuvres

Éditions
SCIENCES
HUMAINES

Extrait de la publication

**LA BIBLIOTHÈQUE
IDÉALE
DES SCIENCES
HUMAINES**

Maquette couverture et intérieur : Isabelle Mouton.

Retrouvez nos ouvrages sur
www.scienceshumaines.com

Diffusion : Seuil
Distribution : Volumen

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement, par photocopie ou tout autre moyen, le présent ouvrage sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français du droit de copie.

© **Sciences Humaines Éditions, 2008**
38, rue Rantheaume
BP 256, 89004 Auxerre Cedex
Tel. : 03 86 72 07 00 / Fax : 03 86 52 53 26
ISBN = 9782361061883

**LA BIBLIOTHÈQUE
IDÉALE
DES SCIENCES
HUMAINES**

Sous la direction de
V. Bedin et M. Fournier

La Petite Bibliothèque de Sciences Humaines
Une collection dirigée par Véronique Bedin



Avant-propos

Qu'y a-t-il de commun entre *Montaillou, village occitan*, *l'Histoire de la folie à l'âge classique*, *Le Monde d'Ulysse*, *L'Interprétation des rêves*, *La Mise en scène de la vie quotidienne*, *l'Essai sur le don*... ?

Ces titres qui intriguent, qui font rêver parfois, ont aussi un air de déjà connu. Nous les avons rencontrés au fil de nos études, de nos lectures, de nos conversations... Ces œuvres, en effet, sont considérées comme des « classiques » des sciences humaines. Mais comment définir un classique ? Un livre que l'on cite toujours mais qu'on ne lit jamais ? Un livre que l'on projette de relire aux prochaines vacances ? Car on ne lit pas un classique, on le « relit » ! Dans la définition des classiques, on trouve la notion de temps écoulé.

En France, l'appellation « sciences humaines » n'est apparue officiellement dans l'université qu'en 1958. C'est le moment aussi où sont nées les grandes collections comme « Terre humaine » des éditions Plon, « La Bibliothèque des idées » de Gallimard ou « L'Univers historique » du Seuil... Pourtant, la naissance des sciences humaines date du XIX^e siècle et c'est tout au long du XX^e siècle qu'elles ont véritablement connu leur essor. Elles ont généré et diffusé de grandes théories et de grands paradigmes comme le fonctionnalisme, le structuralisme, le constructivisme et aujourd'hui, la pensée de ce qu'il est convenu d'appeler la « postmodernité ». Elles ont voulu décrypter les fonctionnements des sociétés, des individus, des modes de pensée et au-delà, n'ont cessé d'apporter un regard critique le monde. Aujourd'hui, leur production continue d'être florissante et elles ne cessent de développer de nouveaux thèmes, d'ouvrir de nouveaux chantiers, d'explorer de nouveaux terrains. Bien malin alors serait celui qui pourrait dire quels seront les « classiques » des sciences humaines pour les générations de demain !

C'est pourquoi cette « bibliothèque idéale » offre au lecteur un choix d'ouvrages aussi vaste que possible, couvrant le large XX^e jusqu'au début du XXI^e siècle, sans oublier les grands précurseurs, c'est-à-dire ceux dont se réclament toujours les auteurs d'aujourd'hui : Montesquieu, Rousseau...

Nous avons choisi de classer les ouvrages par auteurs, et de présenter ces derniers afin de les situer dans leur temps et leur espace culturel, une façon de les rendre encore plus vivants. Ce classement permet, à l'image de ce qui se passe dans nos propres bibliothèques, de chercher plus facilement mais aussi d'y flâner au gré de ses envies.

Cette « bibliothèque idéale » n'est donc pas une bibliothèque silencieuse, solennelle. Elle a surgi de choix raisonnés mais aussi de coups de cœur ; nous l'avons voulu rigoureuse mais aussi ludique, joignant le plaisir et la curiosité à l'esprit de sérieux, l'intelligence à l'érudition...

Certains des livres présentés se lisent comme des romans, le plaisir qu'ils procurent est immédiat. On sait bien cependant que ce n'est pas toujours le cas ! Que celui qui n'a pas peiné pour arriver (ou non) au terme *d'Être et Temps* (Martin Heidegger) ou encore des *Écrits* (Jacques Lacan) ou de *La Distinction* (Pierre Bourdieu), lève le doigt... Mais dans les uns ou les autres, on rencontre une pensée puissante ou subtile, ou tout simplement une idée lumineuse. À propos des *Rois Thaumatourges* (Marc Bloch), l'historien Lucien Febvre parlait d'un de ces ouvrages « qui semblent vous rendre plus intelligent à mesure qu'on les lit ».

Bien sûr, une telle entreprise n'a pas échappé, comme le disait l'écrivain Georges Perec, à cette oscillation « entre l'illusion de l'achevé et le vertige de l'insaisissable » ! Mais l'objectif principal a été de faire vivre, raconter, mettre en scène les ouvrages choisis et d'en souligner les enjeux. Non plus comme des références obligées, comme les livres qu'« il faut avoir lus », mais parce qu'ils nous racontent quelque chose de passionnant, parce que la plupart d'entre eux ont fait avancer la pensée, ont provoqué des débats, insufflé un courant d'idée, ou encore ont eu un impact tel qu'il est devenu difficile, après eux, de penser la sociologie, l'anthropologie, la psychologie, l'économie, l'histoire ou la linguistique, de la même manière...

Que chacun, donc, fasse son miel dans cette *Bibliothèque idéale des sciences humaines* qui, comme on l'aurait dit dans les ateliers de l'OuLiPo, ne se veut rien d'autre que « définitivement provisoire ou provisoirement définitive »...

Véronique Bedin et Martine Fournier

Véronique Bedin est éditrice et directrice de la collection « Petite Bibliothèque de Sciences Humaines ».
Martine Fournier est rédactrice en chef du magazine *Sciences Humaines*.

ALFRED ADLER (1870-1937)

La Compensation psychique de l'état d'infériorité des organes (1907)

Le Sens de la vie (1933)

Disciple puis dissident de Sigmund Freud, A. Adler considère que l'homme s'adapte à son environnement par des « compensations » qui lui permettent de surmonter un éventuel complexe d'infériorité. Celles-ci sont généralement réussies, notamment lorsque l'individu est bien inséré socialement. Mais elles peuvent aussi provoquer des « sur-compensations » ou complexes de supériorité, des névroses, des perversions ou des psychoses. Les divergences qui ont conduit Adler à se séparer de Freud en 1911 étaient profondes : comme Jung, il refusait d'admettre le primat de la « théorie sexuelle » à laquelle Freud était particulièrement attaché. Mais Adler, qui avait été médecin dans des quartiers défavorisés de Vienne accordait surtout une importance décisive à la personnalité individuelle de ses patients, comme l'indique le nom de l'« Association pour la psychologie individuelle » qu'il avait fondée. Bénéficiant d'une très grande notoriété aux États-Unis, Adler s'y installa définitivement à l'avènement du nazisme.

*

THEODOR ADORNO (1903-1969)

La personnalité et l'œuvre de Theodor W. Adorno défient toute classification. Issu d'une famille aisée de la bourgeoisie commerçante de Francfort, fils d'une musicienne italienne, il se montre très tôt remarquablement doué pour la musique et pour la philosophie, qui seront les deux passions de sa vie. Dans le domaine musical, il sera pianiste, compositeur, élève et ami personnel d'Alban Berg à qui il consacre de très beaux textes, mais aussi l'un des meilleurs théoriciens de la musique

contemporaine, ainsi que de la création artistique et des pratiques culturelles dans la société européenne de son temps. C'est d'ailleurs ses conseils détaillés qui ont permis à Thomas Mann d'élaborer les aspects musicaux de son roman Doktor Faustus. Du côté de la philosophie, l'étudiant surdoué qu'il fut, déjà ami de Walter Benjamin et de Max Horkheimer, suit un itinéraire assez complexe, marqué par la critique de la massification, la réflexion sur le désastre collectif du nazisme et des guerres mondiales, et sa participation à la longue histoire de ce que l'on a nommé l'« École de Francfort », fondée en 1930 par Horkheimer.

THEODOR ADORNO MAX HORKHEIMER

La Dialectique de la raison (1947)

T. Adorno et M. Horkheimer (1895-1973) font ici le constat au lendemain des horreurs de la Seconde Guerre mondiale, d'une autodestruction de la raison qui a trahi les idéaux des Lumières. Écrit entre 1942 et 1944 pendant leur exil américain, *La Dialectique de la raison* est un ouvrage important et complexe, qui ne se résume pas à une dénonciation des tragédies du XX^e siècle. Ce qui est mis en question est l'ensemble du processus de rationalisation des idées et des pratiques de la civilisation occidentale, et son aboutissement inattendu, aux antipodes de tout humanisme, à une multiplication aveugle et sans limites des capacités destructives de la volonté humaine.

*

MICHEL AGLIETTA ANDRÉ ORLÉAN

La Violence de la monnaie (1982)

Pour ces deux auteurs (le premier, membre de l'école de la régulation, le second, de l'école des conventions), la monnaie n'est pas seulement la base de l'économie marchande, elle fonde le

lien social. Plus encore, en empruntant la thèse du philosophe René Girard (*La Violence et le Sacré*, 1972), ils montrent que la monnaie dévie le désir mimétique des individus et la violence qui en découle sur les objets achetés, vendus, bref, facilement échangés grâce à elle.

*

MAURICE AGULHON

Marianne au pouvoir : l'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914 (1990)

M. Agulhon, professeur honoraire au Collège de France, s'est illustré, en tant qu'historien, dans l'étude des symboles politiques français, et ici Marianne. Cette figure féminine, après avoir suscité des sentiments inégaux qui allaient de la quasi-idolâtrie à la haine, est devenue l'icône de la République française puis, plus généralement, de la France. Dans ce second volume d'une trilogie qui comprend également *Marianne au combat. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1789 à 1880*, et *Les Métamorphoses de Marianne. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1914 à nos jours*, l'auteur analyse les péripéties, les discontinuités et les retours en arrière qui ont débouché sur la banalisation.

*

LOUIS ALTHUSSER (1918-1990)

Il s'est passé beaucoup de choses, à commencer par l'effondrement de l'Union soviétique, depuis que Louis Althusser s'est retiré du monde en 1990 après avoir tué son épouse pendant une crise de démence, pour terminer sa vie dans la solitude après un séjour dans un hôpital psychiatrique. La crise profonde qu'a connue la pensée marxiste a en partie entraîné avec elle l'œuvre de Louis Althusser, sans pour autant faire oublier le rayonnement qu'il a eu auprès de ses étudiants de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm à Paris. On doit lire aussi, malgré le malaise

et l'angoisse que dégage ce texte étrange, son autobiographie L'Avenir dure longtemps, écrite pendant sa réclusion, ne serait-ce que pour y retrouver des angoisses et culpabilités familières à beaucoup d'universitaires parfaitement consciencieux, lorsqu'il avoue n'avoir jamais lu Marx entièrement et n'avoir ainsi travaillé que sur les fragments d'une œuvre dont il était pourtant devenu un spécialiste mondialement reconnu...

Lire le capital (en collaboration, 1965-1968) Pour Marx (1965)

Deux livres, *Pour Marx* et surtout *Lire le Capital*, publiés en 1965, font la réputation de L. Althusser. Le philosophe y analyse l'œuvre de Karl Marx et la scinde en deux périodes : l'une classiquement philosophique, la seconde véritablement scientifique. Entre les deux s'est produit ce qu'en sciences physiques Gaston Bachelard a appelé une « coupure épistémologique ». Pour L. Althusser, donc, le vrai apport de K. Marx n'est pas une pierre de plus dans l'édifice de l'économie politique : c'est un véritable continent de savoir, celui de la science historique enfin possible. Bref, c'est une révolution dans la connaissance, que L. Althusser s'emploie à dévoiler en relisant l'œuvre de Hegel, de Lénine, et de Marx bien sûr. Pour ce faire, il utilise ce qu'il nomme la « lecture symptomale » des œuvres, consistant à traiter le texte comme un symptôme dont la cause se trouve cachée derrière les lignes. On n'est pas loin d'une approche analytique, qui se confirmera par les textes qu'il consacrera à Freud ou à Lacan.

*

BRUNO AMABLE

Les Cinq capitalismes. Diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation (2005)

S'il est un mot d'ordre ressassé dans

le débat public, c'est bien la nécessité pour les sociétés de « s'adapter ». Mais s'adapter à quoi ? Pour aller où ? Le discours néolibéral édicte une norme vers laquelle les économies devraient converger : le modèle de libre marché, peu ou prou celui des économies anglo-saxonnes. Dans *Les Cinq Capitalismes*, Bruno Amable prend cette vision à contre-pied. Non seulement on n'observe nul processus de convergence des économies, mais il n'y a, pour lui, aucune raison de le regretter. Car le capitalisme est compatible avec une grande variété de configurations institutionnelles, susceptibles d'atteindre des performances similaires. On compare souvent les pays d'Europe continentale aux États-Unis ou au Royaume-Uni, en mettant en avant les différences quant au marché du travail. Ce dernier serait « rigide » dans la première, « flexible » dans les seconds, ce qui donnerait un avantage certain aux économies anglo-saxonnes. Un marché du travail flexible permettrait aux entreprises de modifier facilement le niveau et la composition de leur main-d'œuvre, initiant ainsi de nouvelles activités, créant au final plus d'emplois. Privilégiant l'émission de titres sur les marchés financiers, les économies anglo-saxonnes seraient mieux à même de financer les innovations que des économies dépendant quant à elles d'un financement bancaire plus « frieux ».

• Des modèles qui peuvent coexister

Une telle méthode, qui revient à comparer les traits institutionnels un à un, n'est pas recevable, selon B. Amable. En ne retenant que leurs effets locaux, elle laisse de côté les complémentarités éventuelles entre un trait institutionnel et un autre. En fait, dans le modèle de libre marché, les caractéristiques du marché du travail et du système financier s'imbriquent. Un financement transitant par les marchés boursiers implique un suivi à court terme des

performances des entreprises, les actionnaires exigeant une correction immédiate des choix effectués, facilitée par un marché du travail flexible où les entreprises peuvent réajuster librement leurs effectifs. Pour les salariés, l'absence de freins aux licenciements est compensée par une création d'emploi plus aisée, limitant la durée du chômage. Mais une telle complémentarité s'observe tout autant dans les économies d'Europe continentale. Le financement bancaire suppose l'établissement de relations de plus long terme entre les établissements financiers et les entreprises : des pertes momentanées ne se traduiront pas nécessairement par une compression immédiate des effectifs, ce qui est compatible avec un marché du travail « rigide », où la relation de travail s'établit, elle aussi, à plus long terme. Les salariés gagnent en stabilité de l'emploi mais pâtissent d'une durée accrue du chômage.

• Cinq capitalismes

L'idée que des modèles économiques différents, dotés chacun d'une cohérence interne, peuvent coexister n'est pas nouvelle. Michel Albert avait déjà opposé un « capitalisme anglo-saxon » et un « capitalisme rhénan ». Plus récemment, Peter A. Hall et David W. Soskice distinguent « économies de libre marché » et « économies coordonnées de marché ».

B. Amable propose, quant à lui, une typologie élargie, mieux à même de saisir la diversité des formes institutionnelles. Cinq capitalismes donc : au modèle de libre marché et à celui d'Europe continentale viennent s'ajouter les capitalismes « social-démocrate », asiatique et méditerranéen. Il les classe selon cinq critères (concurrence sur le marché des biens, rapport salarial, secteur financier, protection sociale et éducation), ce qui lui permet de mettre en évidence une grande variété de complémentarités institutionnelles.

*

JEAN-LOUP AMSELLE

Logiques métisses. Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs (1990)

Pour Jean-Loup Amselle, anthropologue, directeur d'études à l'EHESS, l'émergence de l'idée qu'il existe des « cultures » autonomes, distinctes et non hiérarchisées est largement une invention de l'anthropologie, singulièrement du culturalisme américain. Dans *Logiques métisses*, composé d'essais qui portent notamment sur ses terrains d'Afrique de l'Ouest, il montre que les cultures sont d'abord des constructions ethnologiques et historiques, bien souvent instrumentalisées à des fins politiques. Plus largement, il remet en cause cette « raison ethnologique » qui extrait, classifie, « purifie », et qui sépare les cultures ou les ethnies, de la même façon qu'elle avait jadis séparé les « races ». Le multiculturalisme, paré de bonnes intentions, procéderait d'ailleurs selon lui de ce « fondamentalisme culturel » visant ici à séparer hermétiquement les minorités culturelles afin de les protéger. Amselle propose donc d'adopter désormais une « raison métisse », c'est-à-dire une approche continuiste mettant l'accent sur l'indistinction et le syncrétisme originaire, mélange dont les parties sont indissociables.

*

BENEDICT ANDERSON

L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme (première publication en langue anglaise 1983)

Ce spécialiste de l'Indonésie, frère de Perry Anderson, livre ici une réflexion générale, qui lui a valu un succès planétaire : les nations seraient des « communautés imaginées », c'est-à-dire des idées bâties à partir d'un imaginaire national, fonctionnant selon un processus d'identification collective.

PERRY ANDERSON

Les Passages de l'Antiquité au féodalisme (1974), (traduction française 1977)

L'État absolutiste, ses origines et ses voies (1974), (traduction française 1978)

La Pensée tiède (2005)

Perry Anderson, professeur à l'université de Californie à Los Angeles, est une personnalité importante de la pensée politique.

Les deux premiers ouvrages cités ici ont beaucoup contribué au renouvellement de la sociologie politique française dans les années 1970, à travers l'émergence d'une sociologie historique du politique (cf. B. Badie et P. Birnbaum, *Sociologie de l'État*, ainsi qu'Y. Déloye, *Sociologie historique du politique*). Ils offrent une lecture originale et forte des transformations de l'État et du politique en Europe depuis l'Antiquité jusqu'à la consolidation des monarchies absolues, qui reste tout à fait stimulante aujourd'hui.

La Pensée tiède est l'histoire d'une dégringolade et d'un repli, que d'anciens jugeront comme une charge antifranaçaise un peu trop jubilatoire... Mais après tout, il faut aimer beaucoup la France, et la connaître aussi bien que Perry Anderson, pour se donner la peine de l'étriller lorsqu'elle déçoit !

*

GILLES ANDRÉANI

PIERRE HASSNER (DIR.)

Justifier la guerre ? (2005)

La guerre se présente sous de nouveaux habits. Elle s'appelle « humanitaire », « préemptive » ou encore « contre le terrorisme », autant de notions en délicatesse avec le droit international. L'ouvrage, coordonné par Pierre Hassner et Gilles Andréani, multiplie les points de vue pour examiner les justifications avancées dans les opérations

militaires récentes, du Kosovo à l'Irak. Un fil conducteur le parcourt : le droit international n'est pas, et ne saurait être la seule trame qui régit la guerre. En droit, l'emploi de la force n'est acceptable qu'en réponse à l'agression militaire d'un autre État. Seules les Nations unies sont habilitées à autoriser une intervention lorsque cette condition n'est pas remplie. Peut-on pourtant s'en tenir au respect de ces principes lorsque, comme cela a eu lieu dans l'ex-Yougoslavie ou au Rwanda, le massacre de milliers de personnes est en cours ? Et que faire lorsqu'un État, comme l'Afghanistan des talibans, protège une organisation terroriste responsable d'un des attentats les plus meurtriers de l'histoire ? Tels sont les « dilemmes moraux » de l'après guerre froide.

• La guerre et le droit

Pour le politologue britannique Adam Roberts, débattre de la légalité ou de l'illégalité d'une intervention « ne suffit pas à évaluer pleinement la décision de recourir à la force ». Ainsi, observe-t-il, « il peut se trouver de nombreuses situations dans lesquelles le recours à la force disposerait d'un solide fondement juridique, mais où des considérations de sagesse et de prudence peuvent inciter à y renoncer ». D'autant que le droit international n'oblige pas les gouvernements à « apprécier complètement et soigneusement la situation ainsi que les conséquences probables d'une action militaire avant de s'y engager ». Ainsi, lors des prémices de la guerre d'Irak, tant sur le plan des raisons avancées pour justifier la guerre (détention d'armes de destruction massive et liens avec Al Qa'ida) que sur celui de la planification de l'occupation, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont failli. Cela souligne pour A. Roberts l'importance de disposer de « procédures de décision adéquates », que le droit international ne prévoit pas. Autre élément avancé par le politologue : le droit peut

constituer un obstacle à l'analyse. « La tendance des juristes à discuter en termes absolus est en soi un problème », alors qu'une intervention « peut être une combinaison très complexe de raisons d'intervenir, certaines fondées en droit, d'autres non ». Pour P. Hassner, G. Andréani et nombre de leurs collaborateurs, la loi ne vaut que tant qu'elle peut s'appliquer. C'est la prérogative du souverain que d'apprécier une « situation exceptionnelle » et de décider la guerre, mettant le droit entre parenthèses. Voilà un point de vue que n'aurait pas désavoué Carl Schmitt. Ils se démarquent néanmoins de la tradition « réaliste » lorsqu'ils admettent que, selon la théorie de la guerre juste, il revient au jugement éthique de justifier ou non une offensive (*jus ad bellum*). De même que, une fois les troupes lancées, il est une éthique de la conduite des combats (*jus in bello*).

• La guerre préventive

Le chercheur britannique Michael Quinlan se penche sur les applications modernes de ce corpus issu de la théologie chrétienne (saint Augustin). Il passe ainsi au crible la notion de « guerre préemptive » (ou préventive). Lancer une offensive pour se prémunir contre le risque d'une attaque future peut être une « cause juste », avance M. Quinlan. Mais à condition de respecter un critère de « proportionnalité » : les gains attendus d'une opération militaire doivent être en rapport avec le coût attendu de la guerre. Ainsi, la probabilité que Saddam Hussein possédât des armes de destruction massive et les livrât à des groupes terroristes n'était pas totalement nulle. Mais elle était à vraisemblance très faible. « Et à l'inverse, il était hautement probable, pour ne pas dire certain, qu'une attaque préemptive visant à réduire ce risque très faible allait entraîner des pertes humaines considérables, surtout parmi les Irakiens, (...) militaires ou civils. »

Morale du champ de bataille, le *jus in bello* aborde, entre autres questions, celles des cibles que l'on est légitimement en droit de frapper. Le principe de discrimination impose de laisser indemnes les populations civiles et donc d'épargner les infrastructures nécessaires à leur survie (eau, électricité, etc.). Que dire alors de la tendance des pilotes à voler à une altitude qui les met, certes, à l'abri des tirs de DCA, mais nuit en contrepartie à la précision des tirs, mettant en danger les populations civiles ? Ne doit-il pas y avoir une proportionnalité entre les risques courus et les dégâts occasionnés ?

On aurait tort de penser que les catégories de la « guerre juste » sont vouées à glisser comme des flocons de neige sur le fuselage des bombardiers. Enseignées dans les académies militaires, relayées par une myriade d'acteurs non gouvernementaux prompts à jeter l'opprobre sur les États², elles influent sur la conduite des guerres, la notion de « frappe chirurgicale » en témoigne, même si elle passe en pertes et profits nombre de « dommages collatéraux ». Les guerres d'aujourd'hui sont « utilitaristes », observe Ariel Colonomos, elles obéissent à un « calcul moral » de coût-bénéfice. « Qu'elle soit sécuritaire (dans le cadre de la « lutte contre le terrorisme ») ou humanitaire, la décision d'intervenir est guidée par un critère de performance dont la proportionnalité est un axe directeur », écrit, plus circonspect, le politologue du Céri (Centre d'études et de recherches internationales). Les contributeurs de *Justifier la guerre ?* se rejoignent en tout cas pour affirmer que le succès même de la guerre dépend du respect d'un certain nombre de règles qui, si elles n'ont pas toujours valeur légale, n'en sont pas moins agissantes. La conduite de la lutte contre le terrorisme est là pour le rappeler. L'histoire des campagnes antiterroristes enseigne que le traitement des détenus est une question cruciale,

rappelle A. Roberts dans sa seconde contribution. L'emploi de la torture et plus généralement le traitement dégradant des prisonniers ont de tout temps « justifié le recours au terrorisme et discrédité la lutte antiterroriste ».

*

HANNAH ARENDT (1906-1975)

Hannah Arendt est une des personnalités les plus marquantes du XX^e siècle, dont elle a traversé les époques les plus tragiques sans détourner le regard ni renoncer à comprendre. Son ambition n'était pas tant de philosopher sur le mal absolu que de fonder une réflexion politique capable de l'analyser et d'en éviter la répétition.

Issue d'une famille juive allemande, elle a étudié la philosophie avec les plus grands maîtres (Martin Heidegger, Edmund Husserl, Karl Jaspers), s'est intéressée à la pensée politique (Karl Marx, Léon Trotski et surtout Rosa Luxembourg), avant de fuir l'Allemagne nazie pour la France. Là, capturée et internée, elle a réussi à s'échapper pour finalement gagner New York.

Les Origines du totalitarisme (1951) (traduction française 1972)

Les Origines du totalitarisme a eu, dès sa parution en 1951, un retentissement mondial : c'est que cette œuvre, terriblement novatrice, proposait de comprendre comment la chose la plus impensable de l'histoire – les camps d'extermination nazis – avait pu arriver, en menant une réflexion sur la longue durée, en remontant l'histoire politique européenne et en utilisant les outils de la philosophie et de la sociologie. De plus, deux régimes étaient mis en parallèle, alors qu'ils apparaissaient à l'époque très différents : la Russie de Staline et l'Allemagne de Hitler... On imagine à quel point une telle comparaison fut décriée et son auteur voué aux gémonies, avant d'être considéré,

quelques années après, comme une figure incontournable de la philosophie politique.

Pour elle, nazisme et stalinisme relèvent d'un même genre politique, le totalitarisme. Ce type de gouvernement ne vient pas d'une tradition nationaliste particulière : il est plutôt une sorte de conséquence logique du capitalisme d'État. Arendt montre comment l'antisémitisme, phénomène moderne distinct du vieil antijudaïsme, est né à la fin du XIX^e siècle, au moment où les Juifs riches perdent, dans les États européens, la part de pouvoir politique qu'ils avaient acquise tout en conservant une puissance financière (pour les mêmes raisons, à la Révolution française, le peuple a haï les nobles).

Or, à la montée de l'antisémitisme correspond la crise de l'État-nation et l'apparition des empires (français, anglais, russe, austro-hongrois). La logique impérialiste aura des effets dévastateurs : crises économiques, guerres civiles, problèmes des minorités, essor du racisme. Ultime conséquence : les empires laissent de côté toute une masse d'individus « dégradés », ruinés ou aigris, devenus politiquement indifférents, qui seront séduits par la propagande totalitaire qui leur promet l'appartenance à un monde idéal.

Enfin, H. Arendt en vient à comprendre comment les régimes totalitaires ont mis en place un monde où « tout est possible », où règne la terreur et où les hommes sont devenus « superflus », précisant que de tels systèmes peuvent renaître « si nous nous obstinons à concevoir notre monde en termes utilitaires ».

Depuis lors, plusieurs historiens et sociologues ont utilisé la notion de totalitarisme (ainsi Raymond Aron), mais celle-ci ne fait pas l'unanimité. Par ailleurs, il est toujours aussi difficile de penser la comparaison entre l'Allemagne de Hitler et la Russie de Staline... Le débat n'est donc pas clos !

Journal de pensée (1950-1973)

Le *Journal de pensée* constitue un document exceptionnel pour découvrir comment la philosophe construit pas à pas sa réflexion. De quoi s'agit-il ? De vingt-huit cahiers manuscrits dans lesquels H. Arendt couchait ses pensées et ses commentaires de 1950 (elle vient d'achever alors *Les Origines du totalitarisme*) jusqu'à sa mort en 1975. Le lecteur avide de croustillantes anecdotes sur sa vie privée sera déçu. L'ensemble n'a rien de commun avec un journal intime, même si figurent par endroits des éléments plus personnels. Ces cahiers sont d'abord un outil de travail qui permet à la philosophe de fixer ses pensées. Parce qu'elle ne les destinait guère à la publication, ce *Journal de pensée* laisse le sentiment d'entrer dans l'intimité d'une pensée ou dans son « atelier ». H. Arendt discute Platon, Aristote, Kant, Nietzsche, Hegel ou Marx, qu'elle cite abondamment, et creuse idées et concepts tels les questions du mal, de l'action ou de la violence. Précieux pour les spécialistes, il ne constitue pas une introduction pour qui souhaiterait découvrir sa pensée.

Plus accessible, le recueil intitulé *Responsabilité et Jugement* réunit conférences, discours et essais qui posent avec acuité les questions morales que H. Arendt entend affronter sans détour. Celle qui avait fait scandale avec la parution de *Eichmann à Jérusalem*, sous-titré *Rapport sur la banalité du mal*, revient longuement sur l'extermination des Juifs sous le nazisme. « Il est impossible de comprendre ce qui est réellement arrivé si on ne prend pas en compte la chute presque universelle, non pas de la responsabilité personnelle, mais du jugement personnel aux premiers temps du régime nazi. » Eichmann, le fonctionnaire du mal, se distinguait par son inaptitude à juger et sa facilité à accepter un nouveau système de règles sans les interroger. « La manifestation du vent de la pensée n'est pas

la connaissance ; c'est l'aptitude à dire ce qui est juste et ce qui est injuste, ce qui est beau et ce qui est laid. Et cela peut empêcher des catastrophes, du moins pour moi, dans les moments cruciaux. »

*

PHILIPPE ARIÈS (1914-1984)

L'Enfant et la Vie familiale sous l'Ancien Régime (1960)

Ouvrage pionnier, ce livre, dont le succès s'étendit jusqu'aux États-Unis, ouvrit la voie aux études historiques sur la famille en même temps qu'il se révélait un brillant exercice d'histoire des mentalités. Ph. Ariès, qui dirigea ensuite avec Georges Duby la collection « La Vie privée des hommes » au Seuil, y soutient que l'attention à l'enfant naît seulement vers la fin du xvii^e siècle : c'est là que l'on commence à prendre conscience que l'enfance est une période bien distincte de l'âge adulte, en même temps que naîtraient l'amour maternel et le souci familial de l'éducation. C'est là aussi que se met en place « le long processus d'enfermement des enfants qu'on appelle la scolarisation ». Le livre de P. Ariès a suscité bien des critiques, mais aussi stimulé bien des travaux : sur l'enfance au Moyen Âge par exemple. Et, quoi qu'il en soit, l'intelligence de cet ouvrage en fait un vrai bonheur pour le lecteur.

*

RAYMOND ARON (1905-1983)

Raymond Aron aura mené de front une double carrière de journaliste et de professeur de sociologie (« Professeur au Figaro et journaliste au Collège de France », notait ironiquement Charles de Gaulle). Après ses études à l'École normale supérieure et un stage en Allemagne en 1939, il rejoint de Gaulle et la Résistance et devient directeur de la rédaction de La France libre. À la Libération, il poursuit

son activité de journaliste. En 1955, il est élu à la Sorbonne sur une chaire de sociologie. Il débute son enseignement (La Société industrielle et la guerre, 1959, Dix-huit leçons sur la société industrielle, 1963, La Lutte de classes en France, 1964, Démocratie et Totalitarisme, 1965, Les Étapes de la pensée sociologique, 1967). Durant la même période, il continue de publier des essais contre les marxistes (L'Opium des intellectuels, 1955). Mais c'est surtout les relations internationales qui continuent à le passionner. En 1962, il publie Paix et guerre entre les nations, qui se veut son œuvre maîtresse. Il devient professeur titulaire de la chaire de sociologie au Collège de France en 1970.

On a souvent opposé les trajectoires de Jean-Paul Sartre et Raymond Aron, les « deux petits camarades » de l'École normale supérieure. Deux styles, deux visions de l'histoire. L'un sera révolutionnaire, l'autre plutôt conservateur. Cette opposition ne rend pas justice au rapport que R. Aron a noué avec la pensée. Toute sa vie durant, il est resté philosophe à sa manière, fidèle à son engagement intellectuel. Il est resté profondément attaché aux idées, aux débats intellectuels mais jamais au point de vouloir faire triompher ses thèses au détriment des faits.

Paix et guerre entre les nations (1962)

Paru en 1962, *Paix et guerre entre les nations* est peut-être le plus ambitieux des ouvrages politiques de Raymond Aron, qui le travailla toute sa vie au point d'y ajouter une présentation inédite en 1983, l'année de sa mort. Il voulait dans ce travail tout à la fois élaborer une théorie générale des relations internationales, mais aussi une sociologie et une histoire, avant de conclure sur une morale d'action.

Tout d'abord, Aron entend fonder une théorie des relations internationales, selon laquelle la guerre est l'élément central des relations entre les nations.

À partir d'une relecture de l'œuvre du théoricien militaire prussien Karl von Clausewitz, il rappelle que la guerre n'est jamais qu'un moyen parmi d'autres de continuer à faire de la politique. Ce qui revient à dire, selon lui, que la stratégie (c'est-à-dire la conduite des opérations militaires) et la diplomatie sont deux formes d'action politique, jamais totalement inséparables, que les États utilisent de façon combinée mais différemment selon la circonstance et toujours en fonction de l'intérêt national. De plus, la guerre est perçue à la fois comme un fait universel – à la limite, une donnée naturelle des sociétés humaines – et comme une nécessité dans un monde multi-étatique : en effet, selon l'auteur, « toute unité politique aspire à survivre », et la survie d'une société nécessite son expansion. Dans cette perspective, la guerre servirait à l'expansion d'un État, pour occuper un sol et des hommes, deux denrées éminemment exploitables, et pour imposer en outre des idées (par exemple religieuses).

Mais pour comprendre les différentes modalités de guerre et de paix, il convient de tenir compte du contexte historique, c'est-à-dire de décrire les « systèmes » ou groupements d'États entre lesquels se déroulent les relations internationales et où pourrait se jouer une guerre impliquant tous les États. Dès lors, Aron entreprend d'analyser les particularités de son époque, celle de la guerre froide : le système n'est devenu mondial que très récemment et il a désormais une forme bipolaire (États-Unis contre URSS), la maîtrise de l'arme nucléaire est récente et la paix est qualifiée de « belliqueuse ». Aron conclut par une analyse « praxéologique » : que faire en pratique pour défendre la paix dans le monde des années 1960 ?

L'auteur examine l'antinomie entre un « problème machiavélien » (la logique des « moyens légitimes » conduit

à l'épreuve de force) et un « problème kantien » (la paix universelle). Il dégage alors une éthique de la prudence, en optant pour une stratégie de coexistence politique et de stabilité nucléaire.

Ce livre monumental a marqué des générations de chercheurs en science politique, qui ont cependant peu à peu pris leurs distances par rapport aux thèses qui y sont défendues. On lui reprocha en particulier de ne prendre en compte que les États comme acteurs de la scène internationale, en négligeant les agents transnationaux, notamment économiques. D'autre part, Aron se focalisait sur l'angle diplomatico-stratégique, en posant que seule la possibilité de la guerre fondait les rapports internationaux, ce qui depuis n'apparaît plus comme une évidence. Malgré cela, les outils élaborés aident à comprendre les relations internationales actuelles, et pour cette raison ce livre reste à présent discuté.

L'Opium des intellectuels (1955)

Deux ans après la mort de Staline et un an avant l'échec de la révolution hongroise, Raymond Aron jette un pavé dans la mare de l'intelligentsia française. Alors qu'une large majorité des intellectuels d'alors manifeste sa sympathie à l'égard du parti communiste, alors que même les intellectuels chrétiens considèrent les communistes comme des interlocuteurs incontournables, Aron condamne l'adhésion de ses pairs à une philosophie totalitaire. À travers une histoire des mythes politiques français, une critique philosophique du marxisme et une sociologie des intellectuels, son argumentation convaincante met en lumière la dérive de ces « intellectuels en quête de religion » qui ont trahi ce qui aurait dû constituer leur raison d'être, la recherche de la raison et de la vérité. Ce livre demeure essentiel : non seulement il montre pourquoi l'intelligence et la culture n'empêchent pas le fanatisme,

mais il propose aussi une analyse des contradictions de la gauche française d'une étonnante actualité.

*

KENNETH ARROW

Choix collectifs et préférences individuelles (1951)

Prix Nobel d'économie en 1972, l'Américain K. Arrow est une figure marquante des théories dites néoclassiques, notamment de l'économie dite du « choix social ». Il démontre dans cet ouvrage que lorsque l'on agrège des préférences individuelles, il est impossible de parvenir à un ensemble cohérent de préférences collectives. La décision collective (ou choix social) est rarement rationnelle. C'est ce que l'on appelle le « théorème d'impossibilité ». Condorcet avait, en son temps, dressé le même constat par rapport au scrutin démocratique. Le corrélat de cette théorie est qu'il faut donc s'en remettre à une sorte de dictateur bienveillant, le marché, qui permet de maximiser le bien-être de la société tout entière.

*

STEPHANE AUDOUIN-ROUZEAU, ANNETTE BECKER

14-18 Retrouver la guerre (2000)

Notre mémoire de la Grande Guerre serait-elle encombrée de fausses représentations ? Selon Stéphane Audoin-Rouzeau, directeur de recherche à l'EHESS et Annette Becker, enseignante à l'Université de Paris X, tous deux spécialistes de l'histoire de la Première Guerre mondiale, c'est en fait dans un consentement général que le premier conflit mondial a initié une violence sans précédent.

La « grande guerre » est partout : « On n'en finirait pas de dresser la liste des indices de la présence de la Grande Guerre », et cela particulièrement depuis les années 1990 : toute une vie associative s'affaire pour en constituer

le patrimoine (archéologie des champs de batailles, documents et textes...), et elle est devenue l'un des sujets récurrents de la littérature (avec par exemple *Les Champs d'honneur* de Jean Rouaud), du cinéma (*La Vie et rien d'autre* de Bertrand Tavernier), de la bande dessinée avec les albums de Tardi, des musées... Parmi ceux-ci, *l'Historial de la Grande Guerre* de Péronne (Somme), né d'une initiative internationale sous la direction de l'historien Jean-Jacques Becker, est aussi le symbole d'un renouvellement historiographique des études sur 14-18 dont les travaux de S. Audoin-Rouzeau et A. Becker sont particulièrement représentatifs.

Selon les auteurs, l'importance des commémorations de 1998 a mis l'accent sur un deuil inachevé de cet événement. Et une question essentielle est restée jusqu'à maintenant taboue : celle du consentement à la guerre de millions d'Européens entre 1914 et 1918, et de l'acceptation de la violence qui s'est déchaînée pendant quatre ans et demi. C'est, on le voit, toute la question de la mémoire et de sa construction, déjà évoquée par Pierre Nora ou Henry Rousso, qui devient ici le point de départ d'une relecture du premier conflit mondial. C'est aussi par de nouvelles entrées que les auteurs réinterrogent cette mémoire : celle des représentations des acteurs, de leurs croyances, de leur rationalisation des faits, mais aussi de leur douleur et de la culpabilité qui se fait jour, lorsque par exemple, des pères déplorent la perte de leur fils alors qu'ils avaient eux-mêmes exalté la défense de la patrie. Barrès, Kipling, Lavis, Freud, Durkheim... pour ne citer que quelques noms célèbres, virent partir leurs fils au front. Freud en conçut sa fameuse pulsion de mort et Durkheim serait « mort de chagrin » peu après la disparition de son fils en 1915.

• Une violence sans précédent

Le livre s'organise autour de trois

thématiques : la violence, la croisade, le deuil. Sur la violence, les chiffres (pour la plupart déjà connus) parlent d'eux-mêmes. Neuf à dix millions de morts, sachant que la France, la plus touchée sur son territoire (avec un million et demi de morts), a constitué « un atroce cas d'école » : un officier sur trois et un homme de troupe sur quatre furent tués.

De tout le cortège de morts, de « gueules cassées » et d'invalides, blessés par les mines, les gaz, les assauts entre tranchées rivales et les combats au corps à corps (où les armes réglementaires furent parfois complétées par les pelles-bêches, les matraques et les couteaux des soldats), des populations épouvantablement martyrisées par ceux du camp adverse (Russes en Prusse orientale, Allemands en Belgique et au nord de la France, Austro-Hongrois en Serbie), du massacre des Arméniens, ressort « une violence radicale et radicalement nouvelle, massivement acceptée par les sociétés belligérantes et mises en œuvre par des millions d'individus ». S'appuyant sur les travaux de l'Allemand George Mosse (*De la Grande Guerre au totalitarisme*, 1990), devenu aux États-Unis l'un des grands historiens du fascisme et des nationalismes, les auteurs soulignent la « brutalisation » des sociétés occidentales, née de cette première guerre totale. Ainsi, le premier conflit mondial expliquerait le déchainement de violence observé dans les autres conflits du ^{xx}e siècle et serait, comme l'avait déjà suggéré l'historien François Furet (*Le Passé d'une illusion*, 1995), la matrice des totalitarismes, nazisme et fascisme italien aussi bien que bolchévisme. Comment comprendre cette « brutalisation » par laquelle des millions d'êtres humains ont enduré et finalement assumé cette violence ? Il n'est pas sûr, pour les auteurs, que l'on puisse trouver une explication rationnelle à ce phénomène. Malgré les massacres qui surviennent dès le début,

et l'enlèvement des combats qui laissent présager l'allongement du conflit, le consentement des opinions se maintient jusqu'à la fin... Les auteurs parlent alors de l'installation d'une « culture de guerre » qu'il faut comprendre comme « indissociable d'une spectaculaire prégnance de la haine contre l'adversaire » et qui nourrit « une véritable pulsion exterminatrice ». Ce que nous sommes enclins aujourd'hui à considérer comme des textes de propagande traduirait en fait des représentations bien ancrées dans les populations de l'époque. Ainsi l'idée que l'odeur de l'ennemi (et de son cadavre) est spécifique est propagée par des médecins comme le triste Dr Bérillon (qui démontre que « l'Allemand est comme un putois... ») et l'Académie de médecine n'en rit pas. Les Églises (catholique ou protestante), les intellectuels (engagés et parfois tués au combat comme Charles Péguy), la communauté juive française (qui vient tout juste de sortir de l'affaire Dreyfus), les savants, les artistes d'avant-garde, s'engouffrent avec passion, dans les deux camps, dans la défense de la nation et des valeurs patriotiques. N'hésitant pas à fustiger la barbarie de l'autre et avec elle toute sa culture, c'est à une véritable croisade contre l'ennemi que l'on assiste dans chaque camp... Et les voix pacifistes (ou même les mutineries de 1917) ne constituent plus qu'une goutte d'eau dans l'océan du consensus.

• **De la tombe du « soldat inconnu » aux exclus du deuil**

Comment se fera le deuil de ces grands massacres ? Dès la fin de la guerre, des formes innombrables de commémorations se mettent en place. Monuments, cénotaphes, tombes avec leurs inscriptions émouvantes, ossuaires, vitraux, cérémonies, deviennent autant de lieux de mémoire, sur les champs de bataille ou dans le village ou le pays d'origine (y compris dans les colonies africaines qui avaient fourni elles aussi leur lot

de combattants). Quand le moment est venu de compter les morts, « on en vient à réexprimer l'Union sacrée par la pierre et le bronze ». L'analyse des monuments aux morts montre l'émergence d'une « religion civile » accompagnée de toute une liturgie : minute de silence, lecture de la liste des disparus « morts pour la France »... Ces mises en scène attestent de la fabrication d'une mémoire collective, faite de ferveur patriotique et d'héroïsation des victimes. Et ce n'est qu'en nombre infime que quelques monuments pacifistes affichent « Que maudite soit la guerre ! »... L'invention commémorative de la Grande Guerre, dans tous les pays belligérants, c'est, par excellence la tombe du Soldat inconnu qui, à partir des années 1920, devient l'« autel de la patrie ». Les polémiques qui survinrent en France à ce sujet furent assez violentes : on avait imaginé d'installer au Panthéon le cœur de Gambetta avec le corps d'un soldat inconnu, une double autocélébration de la République ! Finalement, devant l'opposition massive des anciens combattants (qui, avec leurs familles, représentaient presque la France entière), le poilu anonyme choisi parmi les combattants de Verdun fut inhumé sous l'Arc de triomphe. Derrière les intenses activités commémoratives des années 1920 et 1930, comment se firent les deuils privés au sein des familles ? Le fait de transformer les morts en sacrifiés volontaires ne constituait-il pas, comme l'avait évoqué Paul Claudel pendant le conflit, « une tentative de censurer la douleur des familles » ? Les auteurs soulignent l'ampleur des traumatismes : stress psychosociaux, souffrance occasionnée par la perte d'un proche, honte des pères et des grands-pères qui envoyèrent leurs enfants au combat, charge de culpabilité pour les orphelins dans la représentation héroïsée qui fut donnée de leurs pères... Et que dire du deuil de tous les exclus de la commémoration,

prisonniers de guerre, déportés ou encore déserteurs fusillés dans l'opprobre général ? L'Union sacrée, qui s'est manifestée aussi dans la mémoire, n'en a-t-elle pas fait l'objet d'un déni qui nous taraude encore aujourd'hui ?

*

MARC AUGÉ

Non-Lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité (1992)

Les réflexions sur l'anthropologie du proche et du monde contemporain, une discipline en train de se construire, datent de la fin des années 1980 et un nombre important de travaux de terrain a été publié depuis sur le sujet. L'anthropologue Marc Augé a toujours conservé une même curiosité pour des terrains fortement contrastés comme en témoignent ses premiers ouvrages *Un ethnologue dans le métro*, *La traversée du Luxembourg*, *Pour une anthropologie du monde contemporain*, mais aussi de nombreuses études sur les sociétés africaines ou sud américaines.

Mais les plus impensables des terrains qu'il a fréquentés sont sans doute ces *Non lieux* sur lesquels il publie en 2002 ce qu'il appelle une « introduction à une anthropologie de la surmodernité ». Voies rapides, échangeurs, aéroports, chaînes hôtelières aux chambres interchangeable, grandes surfaces ou stations-service, camps de transit des réfugiés... tous ces « non-lieux » surpeuplés où se croisent en silence et s'ignorent des milliers d'individus, forment des parenthèses anonymes et sans jeu social. Ils constituent, selon Augé, les espaces caractéristiques de ce qu'il nomme la « surmodernité ». Pour lui, l'excès est la modalité essentielle de la situation de surmodernité : surabondance événementielle et spatiale, individualisation des références. Les repères d'identité collective sont devenus fluctuants et le besoin de donner un sens au présent apparaît comme la rançon

<i>Violence (De la)</i> , Françoise Héritier (dir.)	184
<i>Violence à l'école. État des savoirs</i> , Bernard Charlot et Jean-Claude Emin	75
<i>Violence de la monnaie (La)</i> , André Orléan et Michel Aglietta	7
<i>Violence en France</i> , Michel Wieviorka (dir.)	350
<i>Vision des vaincus (La)</i> , Nathan Wachtel	337
<i>Vocabulaire de psychanalyse</i> , Jean Laplanche et Jean-Bernard Pontalis	209
<i>Vocabulaire européen des philosophes, dictionnaire des intraduisibles</i> , Barbara Cassin	63
<i>Vocation actuelle de la sociologie (La)</i> , Georges Gurvitch	172
<i>XY, De l'identité masculine</i> , Elisabeth Badinter	
<i>14-18, Retrouver la guerre</i> , Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker (dir.)	16

Achévé d'imprimer en septembre 2008
Par Hérissey
Dépôt légal : troisième trimestre 2008